

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le 04 DEC. 2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Meilh Avel SARL**

10 Place du Champ de Foire  
BP221  
29834 Carhaix-Plouguer

Références : ENV-D-25.564  
Code AIOT : 0005517900

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement Meilh Avel SARL implanté Kerguellou 29720 Plonéour-Lanvern. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection inopinée

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Meilh Avel SARL
- Kerguellou 29720 Plonéour-Lanvern
- Code AIOT : 0005517900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Kerguellou (Meilh Avel SARL), mis en service en 2017, est constitué d'une éolienne du modèle Enercon E70, d'une hauteur totale de 120,5 mètres. Elle a une puissance de 2,3 MW.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Art. 2.2.	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de notre visite et des constats développés ci-dessus, l'inspection a mis en évidence la nécessité pour l'exploitant de :

- déclarer les données techniques relatives à son installation sur le portail numérique OREOL,
- identifier l'éolienne de manière lisible,
- réaliser, en 2027, un nouveau suivi environnemental complet conforme au protocole de 2018.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voies d'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Les voies d'accès sont carrossables et entretenues. Les abords de l'installation sont propres
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, un balisage était en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès à l'intérieur des éoliennes
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, il a été constaté que la porte de l'éolienne et celle du poste de livraison étaient fermées à clé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 4 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'éolienne n'est pas identifiée par un numéro en caractère lisible sur son mât. Le fait que le parc soit constitué d'une seule éolienne n'enlève rien au caractère obligatoire de cette prescription. Par ailleurs, l'affichage réglementaire est en place de manière lisible sur un panneau positionné sur le chemin d'accès à l'éolienne. Un numéro d'astreinte est également affiché.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant d'identifier chaque aérogénérateur par un numéro. Ce numéro doit être affiché en caractère lisible sur le mât de chaque aérogénérateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 5 : Déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, OREOL
<b>Prescription contrôlée :</b> Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
<b>Constats :</b> La déclaration sur le portail numérique OREOL est en cours de saisie mais n'est pas validée. Aucune donnée n'a été rentrée. Seul le nom de la société, le numéro de SIRET et le numéro AIOT ont été renseignés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il appartient à l'exploitant de déclarer les données techniques relatives à son installation sur le portail numérique OREOL.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil. Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

**Constats :**

Le dernier suivi environnemental a été réalisé en 2018 (année suivant la mise en service) selon le protocole de 2015. Aucun cadavre n'a été découvert.

Le prochain suivi sera à réaliser en 2027 (10 ans après l'année de mise en service) conforme au protocole de 2018.

Ce rapport doit être conclusif en précisant notamment les modes de fonctionnement durant les suivis et en proposant des mesures de réduction si un impact résiduel est mis en évidence.

Les données brutes collectées lors de la réalisation des suivis doivent être versées dans « DEPOBIO » : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le certificat de dépôt de ces données brutes sur la plateforme.

L'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, le rapport de suivi environnemental dans un délai de 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain. Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 conformément à l'article R.512-69 du code de l'environnement. Les mortalités de chiroptères ou d'avifaune sont considérés comme des accidents / incidents.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le prochain suivi sera à réaliser en 2027 (10 ans après l'année de mise en service) conforme au protocole de 2018.

**Type de suites proposées :** Sans suite